Union syndicale Solidaires — Sud Énergie

BARRAGES, NON À LA CONCURRENCE !

ASSEMBLÉE NATIONALE

10 avril 2019 · conférence de presse

100 député·e·s défendent les barrages !

Grenoble, le 10 avril 2019

SUD-ÉNERGIE remercie et soutient pleinement ces député·e·s de tous bords, plus de 100 aujourd'hui (et on espère une large majorité, dès que possible), de démontrer par leur union transpartisane combien la mise en concurrence des grands barrages hydroélectriques serait une bien mauvaise nouvelle pour l'ensemble de la collectivité nationale.

D'abord parce que trois biens communs stratégiques d'intérêt général seraient directement menacés :
=> **l'eau**, dont les ressources se raréfient déjà, et dont les graves pénuries à venir, avec la tragédie climatique en cours et un multi-usage grandissant, rendront tout cahier des charges impossible à rédiger, compte tenu de la complexité du domaine (à cerner sur des décennies) et de son évolutivité ;
=> **le système électrique**, dont nos barrages constituent véritablement le poumon, que ce soit en termes de dernier rempart contre un éventuel blackout, d'absorption des énergies nouvelles (éolien, solaire) non pilotables, ou de capacité de stockage (99% de l'électricité stockée dans le monde l'est sous forme d'eau dans des barrages) ;
=> **la sûreté des ouvrages** et la sécurité des populations, puisque confiées en France, depuis l'origine, au seul EDF, dont les compétences sont reconnues dans le monde entier, les services de l'État n'auront pas les moyens de vérifier les possibles dérives liées à l'incompatibilité entre intérêts court terme et investissements long terme, pourtant nécéssaires à la sûreté des barrages.
La directive européenne concession prévoit l'exception pour tout bien commun stratégique d'intérêt général.

Depuis le 16 mai dernier, et malgré nos moyens réduits (Jean-Christophe Féraud, de Libé, nous a qualifés de "petit mais remuant" – 1 seul détaché syndical dans tout EDF HYDRO), nous avons mis toute notre énergie à rencontrer élu·e·s de la Nation et médias nationaux (voir notre calendrier au dos), à convaincre des réalisateurs cinéma et télé de s'emparer du sujet, à rencontrer des artistes pour que l'art s'en mèle, bref, à faire tout ce qui est en notre tout petit pouvoir pour gagner la bataille de l'opinion publique, parce que c'est par elle que nous sauverons les barrages menacés depuis bientôt 10 ans, par un épée de Damoclès qui finit par poser de sérieux problèmes, que ce soit en terme de maintenance adéquate ou d'investissements nécessaires à la réussite de la transition énergétique.

Gageons que ce courage politique transpartisan affiché en appelle un autre, et que, très vite, le gouvernement français ait le courage de mettre définitivement ses grands barrages à l'abri des spéculations financières.

Expéditeur : Marie-Anne Duverne
Date : 5 avril 2019 à 10:55
Destinataire : … médias …
Objet : 100 députés demandent au gouvernement de renoncer à l'ouverture à la concurrence des barrages hydroélectriques

#INVITATION PRESSE
Plus de cent députés, émanant de tous les groupes parlementaires, demandent au gouvernement de renoncer à l'ouverture à la concurrence des barrages hydroélectriques et d'engager des négociations avec nos partenaires européens qui, comme la France, ont été mis en demeure par la commission le 7 mars.
Une présentation de la proposition de résolution européenne portée par Hubert Wulfranc (GDR), Julien Aubert (LR), Marie-Noëlle Battistel (PS), Jeanine Dubié (LT) et Loïc Prud'homme (LFI) aura lieu, en présence également de Delphine Batho (NI) :
Mercredi 10 avril à 10h30
en salle des conférences de presse à l'Assemblée nationale
(entrée des journalistes munis de leur carte de presse : 33 quai d'Orsay, 75007 Paris)

Marie-Anne Duverne, Chargée de communication
Groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine (GDR)

... CALENDRIER SUD PASSÉ ...

- 22 janvier 2018 : organisation d'une grande soirée d'éduction populaire « l'hydro-électricité dans la tourmente », 400 personnes, hôtel de ville de Grenoble
- 9 mars 2018 : proposition d'un rapport « recueil de paroles d'expert·e·s » (160 pages) pour une mission flash menée par M-Noëlle Battistel de la Commission des Affaires Économiques de l'Assemblée Nationale
- 16 mai 2018 : audition à l'assemblée par Mmes Batho et Battistel, MM Prud'Homme et Colas-Roy
- 30 juin 2018 : sur conseil de Delphine Batho, cahier d'acteur SUD ENERGIE totalement axé sur la défense des barrages dans le cadre du débat public sur la PPE
- 28 août 2018 : démarrage d'une grande enquête du Diplo qui nous choisit comme conseillers techniques
- 10 septembre 2018 : rencontre d'élus PC EELV etGénération·s sur Grenoble
- 11 octobre 2018 : interpellation des grands patrons au colloque du Syndicat des Énergies Renouvelables à la Maison de la Chimie à Paris
- 17 octobre 2018 : rencontre d'élus locaux LFI Gre
- 13 novembre 2018 : rencontre LFI à l'Assemblée et PC/EELV au Sénat
- 21 novembre 2018 : rencontre élus européens EELV, rencontre Médiapart et rencontre LR au Sénat
- 22 novembre 2018 : interpellation congrés des maires de France et rencontre ONG écolos
- 29 novembre 2018 : participation à soirée CIH CGT sur les barrages à Chambéry
- 29 novembre 2018 : jury de thèse Sylvia Flaminio sur les barrages dans leur contexte géographique
- 12 décembre 2018 : rencontre avec élus PC à l'Assemblée sur transition énergétique et barrages
- 17 décembre 2018 : 1er syndicat de France à soutenir l'Affaire du Siècle, avant le dépôt de déclaration préalable, dans l'optique de construire avec eux l'équivalent pour les barrages : attaque pour crime contre l'intérêt général
- 20 décembre 2018 : rencontre avec Gilles Perret pour documentaire barrages sur Grenoble
- 7 janvier 2019 : rencontre avec Politis pour un 4 pages sur les barrages publié la semaine suivante et discussion avec Canard Enchaîné pour article 9 janvier
- 11 janvier 2019 : interpellation de la ministre Brune Poirson sur Chambéry - Savoie Technolac
- 17 janvier 2019 : participation à soirée CIH CGT avec Friot et Etiévent, interpellation barrages
- 1er février 2019 : rencontre Libé puis Le Monde
- 5 février 2019 : Radio France, rencontre de Secrets d'Info
- 20 février 2019 : soirée à la mairie de Grenoble sur l'Eau, interpellation barrages
- 22 février 2019 : grand débat national, volet transition énergétique à Eybens, interpellation barrages
- 25 février 2019 : rencontre avec Le Figaro
- 4 mars 2019 : rencontre grands patrons EDF HYDRO et ENR à Wagram (siège EDF)
- 20 mars 2019 : rencontre avec Brigitte Chevet, réalisatrice des « voleurs de feu », pour doc barrage
- 21 mars 2019 : rencontre équipe affaire du siècle
- 27 mars 2019 : rencontre journaliste RTL pour chronique barrage du 28 mars
- 10 avril 2019 : rencontre avec équipe « Comme un bruit qui court » sur France Inter

- UNE LUEUR D'ESPOIR ? -

Le **20 mars 2019**, à l'Assemblée Nationale, lors d'une audition du Ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, par la **Commission des Affaires Européennes** :

Question d'***Éric Straumann*** (député LR et co-auteur du rapport de Marie-Noëlle Battistel de 2013 sur l'hydroélectricité) :

*"Monsieur le Ministre, j'avais déposé en **2013** un **rapport sur l'avenir des concessions hydroélectriques**, et vous savez que l'Europe insiste actuellement pour qu'on les mette en concurrence. Je voulais connaître votre position, monsieur le Minsitre, sur ce sujet stratégique très délicat ?*
D'autant plus que je crois que 10 pays ont été saisés pour mettre leurs concessions en concurrence.
*La conclusion de notre rapport était de dire, **à l'époque, gauche et droite confondues** (maintenant, je ne sais plus comment on se situe au niveau national...) que nous étions **défavorables à mettre ces concessions, comme ça, sur le marché européen, et à faire rentrer des opérateurs étrangers sur cette rente énergétique**".*

Réponse de ***Bruno Le Maire*** (ministre de l'Économie) :

*« Sur l'avenir des concessions hydroélectriques, **d'abord, je voudrais saluer le rapport** qui a fait date (nous en avions parlé ensemble) que vous aviez fait sur le sujet en 2013. J'estime, comme vous l'aviez dit dans votre rapport, qu'**une ouverture non maitrisée peut avoir des conséquences dommageables sur notre approvisionnement électrique.** Nous sommes désormais sous le coup de procédure de mise en demeure ouverte par la Commission européenne pour que nous ouvrions davantage nos concessions à la concurrence.*
*J'estime qu'il faut continuer à discuter, à négocier avec la Commission européenne. Parce que **je suis très sensible aux arguments que vous avancez**, nous voulons prendre en compte tous les aspects de cette ouverture à la concurrence, et **nous souhaitons convaincre la Commission européenne que ce n'est pas forcément la meilleure solution**. Nous voulons continuer à négocier avec la Commission européenne pour **faire valoir nos arguments**. »*

Ce doute et cette annonce de résistance sont une première depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Il serait donc permis d'espérer la fin de ce cauchemar ? À suivre...

... CALENDRIER SUD À VENIR ...

- 23 avril 2019 : rencontre Météo-France semblable à rencontres avec GE (voisins de lutte)
- 7 mai 2019 : rencontre Emmanuelle Wargon au Ministère de la Transition Écologique et Solidaire
- 19 mai 2019 : invitation par Gilets Jaunes Bort-les-Orgues pour conférence/débat
- printemps 2019 : action conjointe syndicalo-Gilets Jaunes sur un rond-point « barrage »
- ...

... CONTACTS ...

Anne DEBREGEAS (06 83 55 10 47) *Philippe ANDRÉ* (06 51 76 05 10)

Dossier complet SUD-ÉNERGIE sur internet :
http://www.sudenergie.org/site/barrages/

Résumé soirée éducation populaire du 22 janvier 2018 :
https://philipeandre.wixsite.com/up-dtg/ge-edf